

Inde : essor et point mort

MONTEK SINGH AHLUWALIA décrit admirablement les coulisses de l'élaboration de la politique économique en Inde entre 1979, année de son retour dans son pays natal (après avoir occupé un poste à la Banque mondiale, où nous avons brièvement collaboré et forgé notre amitié) et 2014 — chronique d'une remarquable réussite.

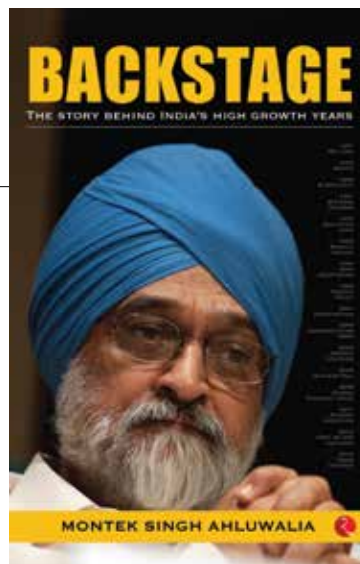
Pour M. Ahluwalia, dans un pays aussi pauvre que l'Inde, l'objectif devait être une croissance économique forte, d'où la nécessité de libéraliser l'économie, à la faveur d'une réforme pragmatique des institutions. La crise de la balance des paiements de 1991 en a été l'occasion, saisie par le Premier ministre Narasimha Rao, l'une des personnalités politiques indiennes les plus sous-estimées, à qui l'ouvrage rend dûment hommage. Toutefois, le héros est l'ancien Premier ministre Manmohan Singh, avec qui M. Ahluwalia a étroitement collaboré durant cette période, puisqu'il a lui-même préparé en 1990 le plan d'action nécessaire, le fameux « Document M », « présentant une stratégie intégrée de réformes des politiques budgétaire, industrielle, commerciale et de change ».

Ces réformes ont sans aucun doute propulsé l'Inde sur une trajectoire de croissance plus forte, devenue encore plus évidente durant la première décennie de ce millénaire, lorsque M. Ahluwalia a intégré le gouvernement de l'Alliance progressiste unie (UPA) en tant que vice-président de la Commission de planification sous le Premier ministre M. Singh, entre 2004 et 2014. Comme il l'explique, « durant les sept premières années [du gouvernement de l'UPA], le taux de croissance a atteint 8,5 % et les indicateurs relatifs notamment à la croissance des exportations, à l'investissement privé et à la réduction de la pauvreté ont également affiché d'excellents résultats. »

Toutefois, l'ouvrage soulève aussi des questions fondamentales : je n'en citerai que trois.

Premièrement, comme le dit M. Ahluwalia à propos des années 90, « la démarche de changement a lié progressivité et ce que j'ai appelé « furtivité » des réformes. Pourquoi les politiciens, en particulier le Parti du Congrès, n'ont-ils jamais voulu mettre la réussite de ces réformes et la nécessité de les pousser plus loin au cœur de leur programme politique ? »

Deuxièmement, pourquoi la croissance a-t-elle ralenti ? Deux explications complémentaires se dégagent de l'ouvrage. D'une part, la croissance a été en partie le résultat d'une flambée insoutenable du crédit dans le secteur privé, qui a légué en héritage des entreprises en faillite et des institutions financières en difficulté (le « double problème bilanciel »). D'autre part, les réformes




Montek Singh Ahluwalia
Backstage: The Story Behind India's High Growth Years
 Rupa Publications
 New Delhi, 2020, 464 pages,
 35,99 dollars

initiales, en particulier la libéralisation qui a fait suite au démantèlement du « régime des permis », avaient déjà à ce moment-là atteint leurs limites. L'Inde avait besoin de réformes de deuxième génération, notamment de ses institutions. Mais « nous avons négligé la nécessité de mettre en place des institutions favorisant la bonne gouvernance », écrit M. Ahluwalia.

Enfin, qu'advient-il ensuite ? M. Ahluwalia décrit le bilan économique des six années du gouvernement de l'Alliance démocratique nationale de Narendra Modi

L'avenir économique de l'Inde était assez incertain, même avant la pandémie de COVID-19.

comme « ayant débuté en grand vacarme et s'achevant en feu de paille ». Ce gouvernement a des réussites à son actif, mais il a pris des mesures regrettables (la démonétisation, notamment) sans prendre pour autant les mesures souhaitables (règlement du problème de la dette, par exemple). L'avenir économique de l'Inde était assez incertain, même avant la pandémie de COVID-19. Pourtant, M. Ahluwalia lui-même était optimiste lors de son retour en Inde en 1979. Il l'est aussi resté tout au long de sa carrière. Encore aujourd'hui, conclut-t-il, il est « d'un optimisme inébranlable de voir (...) l'expérience de développement et de forte croissance de l'Inde (...) se poursuivre ». Nous devons espérer qu'il ait raison. 

MARTIN WOLF est rédacteur en chef adjoint et commentateur économique principal du *Financial Times*.